

Discours du Président Emmanuel Macron à la 8e édition du Sommet Choose France.

Bonjour à tous. Pardon de vous avoir fait attendre. Pour tout vous dire, j'étais au téléphone avec le président Trump et quelques collègues européens à l'issue de son échange avec le président Poutine, et cela fait partie de ce monde fou. Et j'imagine que vous en avez vous-mêmes beaucoup parlé.

Alors, très brièvement, afin que je puisse ensuite répondre à vos questions et que nous puissions ensemble aller dîner. J'aimerais commencer en remerciant nos ministres, les membres du Parlement, les maires, les gouverneurs, Mesdames et Messieurs ici présents. Merci de votre participation à cette nouvelle édition du sommet Choose France. Je souhaitais également remercier Teddy Riner pour son rôle dans cette démarche ensemble marquons les esprits, ainsi que Pascal Cagni. Je pense qu'aujourd'hui, et dès la préparation de ce sommet, nous avons également promu certains secteurs, le tourisme, le cinéma, aujourd'hui même encore, des secteurs essentiels dans lesquels la France a clairement démontré son leadership, qu'il s'agisse des Jeux olympiques, de la réouverture de la cathédrale Notre-Dame. Et puis, à l'occasion de ce nouveau Festival de Cannes, il est clair que le cinéma fait également partie de notre programme France 2030. Et puis, vous avez également investi dans différents domaines, l'intelligence artificielle, les télécoms, l'hydrogène vert, l'activité circulaire, etc. Je ne vais pas être trop long et tous les énumérer, mais c'est une édition très complète.

Nous avons entendu qu'il y aurait 20 milliards d'investissements nouveaux et également 20 milliards supplémentaires à l'issue du sommet sur l'IA du mois de février. Donc, une excellente édition et je remercie très sincèrement ceux qui ont choisi, décidé d'investir dans notre pays. Alors, c'est le résultat de travaux collectifs au cours des 8 dernières années. Nous avons réduit le coût du capital, afin de favoriser les investissements dans le pays. Nous avons réduit le coût du travail, augmenté la flexibilité, et nous avons entrepris de nombreuses réformes macroéconomiques afin, précisément, de disposer d'une approche beaucoup plus favorable aux entreprises. Et nous, maintenant, au niveau français, eh bien, pour nous, la priorité, la toute première priorité est la stabilité, afin de préserver cette visibilité en matière fiscale, etc.

Simplification, car il nous faut rationaliser de très nombreuses réglementations, comme nous faisons afin, notamment, d'aller plus vite pour les data-centers, etc., et la confirmation, également, d'une voie vers la décarbonation. Nous avons créé 2,2 millions d'emplois, et tout en multipliant par 4 la réduction de CO2 grâce à la simplification et de bonnes incitations et également des investissements publics.

Bienvenue à la BCE. J'aimerais remercier tous les entrepreneurs ainsi que leurs équipes, car ce que vous avez fait au cours des dernières années est absolument incroyable. Et permettez-moi de remercier également ceux qui se sont investis durant cette période, car vous avez clairement, en quelque sorte, fertilisé ces réformes macroéconomiques. Nous avons également adopté des réformes sectorielles. Ce qui est intéressant maintenant, c'est de voir où nous en sommes et où nous souhaitons aller. Il est clair que la situation n'est pas idéale en Europe aujourd'hui. Soyons lucides quant à la situation, car le risque de désynchronisation avec le reste du monde existe. Et de fait, au cours de ces deux, trois dernières années, nous avons été soumis à une concurrence ardue en provenance de l'Asie, l'Asie du Sud-Est, la Chine, pour le tourisme notamment. Et puis, quant aux règles, ce sont des règles du jeu équitables dans de nombreux secteurs. Et en même temps, nous avons ouvert nos marchés à des entreprises en provenance de ces régions qui appliquent des normes moins strictes. Et puis, par ailleurs, en Chine, un mécanisme de surcapacité du fait des investissements qui a menacé et mis à mal des industries dans nos pays. Et puis, par ailleurs, une autre on a l'acte pour la réduction de l'inflation, très agressif, mais c'est normal, l'IRA, et maintenant, le risque qui résulte des droits de douane, on pourra y revenir.

Donc tout cela génère beaucoup d'incertitudes, un problème d'équité ou d'iniquité des règles du jeu et il faut vraiment maintenir le cap. Nous savons ce qu'il faut faire, nous avons eu des rapports Draghi et Letta, la Commission a commencé à réagir. Et maintenant, il s'agit véritablement de les mettre en œuvre et il est une question aussi de rapidité et d'ampleur. Et il nous faut aller vite et faire beaucoup si nous voulons rester dans la course. Donc, tout d'abord, pour se faire, simplification. Nous avons d'abord, merci au vice-président de la Commission européenne, tout cela. Nous avons également maintenant le chancelier Merz, et il y a toutes ces réglementations, CS3D et CSRD. CS3D vient d'être reporté, certes, pour un an, mais il faudrait l'écarter. Et je ne parle pas du contenu, je parle simplement de la façon de resynchroniser avec les États-Unis, sinon, nous n'aurons aucune chance compte-tenu de la situation, si nous disons que nous y procéderons dans 12 ou 18 mois parce que vous, vous avez vos business plans, vous allez chiffrer ces nouvelles réglementations. Donc, simplification, nous avons besoin de simplifications dans différents domaines. Premièrement.

Deuxièmement, il nous faut renforcer le marché unique, c'est lié à la simplification. Et ce marché unique est un succès dans de nombreux secteurs, mais n'est pas suffisamment fort. Vous êtes nombreux à avoir encore à traiter, à faire avec 27 réglementations. Donc la première simplification, c'est de faire en sorte que pour vous, qu'il s'agisse du secteur numérique, de l'agriculture, de l'acier, peu importe, faire en sorte que vous soyez certains que le marché de 450 000 000 habitants en Europe soit véritablement un marché européen.

Et en parallèle, nous voulons lancer une approche de marché unique dans les télécoms, l'énergie et la finance. Trois secteurs qui ont été exclus initialement lorsque nous avons conçu le marché unique et ce programme. Et c'est une des raisons, en particulier, pour les télécoms, pour lesquelles nous avons moins investi qu'aux États-Unis, or, c'est vraiment quelque chose qui tire l'innovation. La finance aussi, c'est l'une des raisons de ce paradoxe, parce que quand vous regardez l'Europe, nous sommes le continent avec l'un des plus hauts taux d'épargne, mais cette épargne n'est quasiment pas investie en capital et en innovation sur notre propre territoire. Pourquoi ? Parce que nous sommes financés par les banques et les compagnies d'assurance. Et après la crise financière, nous avons mis en place des réglementations que n'ont pas adoptées d'autres, alors même qu'elles étaient, pour certains, à l'origine de la crise et je pense aux réglementations Bâle. Et de fait, l'épargne n'est pas utilisée comme il le faudrait. Donc il y a effectivement des mesures de titrisation et un renforcement des marchés de capitaux, parce que nous savons que les plus grands acteurs investissent sur notre marché.

La troisième chose dont les Européens ont besoin, c'est plus d'investissement. Nous devons investir plus dans l'IA, la tech verte, notamment, car ce sont des domaines dans lesquels nous manquons d'investissement à la fois public et privé. C'est pour ça que nous avons poussé très dur pour revoir l'échelle du niveau du budget européen car il y a un risque de fragmentation du marché européen. Donc, nous avons besoin d'investissements, entre guillemets, fédéraux. Donc d'un budget plus élevé, mais en parallèle, il nous faut créer cette union de marché de capitaux pour avoir plus d'investissements privés dans ces secteurs.

Et le point suivant, « protection », c'est un mot que l'on n'entendait pas, qui était quasiment tabou dans ce type de débats. Mais soyons clairs, si nous parlons d'avoir des règles de jeu équitables, il nous faut accélérer les réformes, la simplification, mais aussi, ne plus être naïfs, nous les Européens. Et soyons sûrs que nous préservons pour les acteurs principaux de notre continent des règles de jeu équitables avec les autres. Or, ce n'est pas le cas quand on parle des États-Unis, et encore moins quand on parle de la Chine. Le seul lieu où il n'y a pas de règles équitables pour les acteurs européens, eh bien, c'est l'Europe. C'est un marché ouvert. On peut demander beaucoup à nos entreprises, mais nous ouvrons notre marché dans les mêmes domaines à des entreprises étrangères avec des critères, des exigences bien inférieures. C'est le cas pour l'acier. On importe de l'acier en provenance d'Asie, énormément, avec notamment en matière de CO2 et des exigences bien inférieures. Et par ailleurs, nous réduisons la capacité de nos propres producteurs à développer l'industrie de l'acier en Europe. C'est fou ! Et c'est la raison pour laquelle préserver tout cela exige des mesures de sauvegarde, des clauses de sauvegarde et également des mécanismes d'ajustement aux frontières. Et si nous ne sommes pas en mesure de le faire, corrigeons nos propres réglementations.

Et il y a deux façons de le faire. Soit, vous faites en sorte que les acteurs non-européens suivent les mêmes règles lorsqu'ils entrent sur le marché, ou revoir les règles, les exigences pour notre propre marché intérieur. C'est ce qu'il nous faut : clause de sauvegarde, simplification, mais également des mécanismes d'ajustement aux frontières. Et l'un des points essentiels pour les mois et les années à venir, c'est d'avoir une règle quant à la composition européenne en matière industrielle. Et je pense notamment aux véhicules électriques. C'est l'un des premiers domaines dans lesquels on a restauré la compétitivité avec les véhicules chinois. Mais ce n'est pas suffisant, car si on ne regarde pas le véhicule et pas tous les composants, eh bien, en l'occurrence, ça n'a choqué personne parce que ça fait partie des règles du NAFTA, de l'AELE et c'est ce dont nous avons besoin. Non, je ne vais pas être beaucoup plus long parce que j'aimerais pouvoir répondre à vos questions. Bien évidemment, je pourrais en revenir sur les questions commerciales, les droits de douanes et les incertitudes de l'environnement actuel. Mais avant de parler de tous ces facteurs externes que nous ne maîtrisons pas totalement, ce que j'ai dit ici, c'est ce que les Européens peuvent faire pour le monde. Je suis totalement favorable au démantèlement des droits de douane, mais commençons par voir ce qu'il se passe. Je suis tout à fait favorable à la réduction de l'imprévisibilité qui règne dans le monde, mais commençons par réduire l'imprévisibilité pour nos propres entreprises. Donc, pour moi, c'est stabilité au niveau français, mettre en œuvre le programme de financement public et reprendre le contrôle de notre compétitivité au niveau européen. Je suis maintenant à disposition pour répondre à vos questions.